

Les messages de Sellal au Salon du livre



Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année -N° 3704 - Jeudi 29 octobre 2015 -Prix :10 DA

Tizi Ouzou

Les gendarmes détruisent trois débits de boissons clandestins

Page 24

Sadek Dziri : «Dialogue et confiance pour des solutions aux problèmes du secteur»

L'Unpef appelle au soutien de la charte d'éthique et de stabilité

Page 2

Faire se rencontrer les principaux protagonistes du conflit syrien

Par Mohamed Habili

Une deuxième rencontre consacrée à la crise syrienne est prévue prochainement à Vienne, dont on dit qu'elle sera élargie à d'autres pays, dont au premier chef l'Iran. Si effectivement elle se tient en présence de l'Iran, ainsi que semblent s'être mis d'accord sur ce point les Etats-Unis et la Russie, ce sera la première fois depuis près de cinq ans que dure ce conflit que les deux puissances régionales qui ont fait de la Syrie le terrain privilégié de leur affrontement pour l'hégémonie dans le Golfe vont se retrouver autour de la même table de négociation. Bien plus que les forces qui prennent part directement, pour certains depuis le début, aux hostilités sur les différents fronts de cet immense champ de bataille appelé la Syrie, l'Iran et l'Arabie saoudite sont les véritables protagonistes de cette guerre, probablement la plus destructrice et la plus inextricable depuis des décennies, à supposer que ce ne soit pas depuis la Deuxième Guerre mondiale. Américains et Russes ont fini par s'accorder sur la nécessité de faire participer aux négociations en vue de la paix l'Iran, contre l'avis de l'Arabie saoudite qui s'y était toujours opposée. Il aura fallu que la Russie s'engage avec force dans la guerre, équilibrant jusqu'à un certain point ce faisant le poids américain dans la région, pour que les Etats-Unis se montrent disposés à passer outre le refus de l'Arabie saoudite de voir l'Iran, son ennemi principal, associé aux négociations.

Suite en page 3

Six jours gratuits après la rupture de la connection

Internet : les prix revus à la baisse en 2016



Bonne nouvelle pour les abonnés de l'Internet. Les six jours de rupture du trafic Internet suite à la coupure du câble sous-marin au large d'Annaba seront dédommagés pour tous les abonnés. C'est du moins ce qu'a annoncé, hier, Houda Imane Feraoun, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication.

Lire page 2

Protection civile : «Cet hiver sera un défi»

Les chauffages continuent de mettre des vies en péril

Page 4

Festival international du malouf à Constantine

De belles voix enchantent le public

Page 13

Six jours gratuits après la rupture de la connexion

Internet : les prix revus à la baisse en 2016

■ Bonne nouvelle pour les abonnés de l'Internet. Les six jours de rupture du trafic Internet suite à la coupure du câble sous-marin au large d'Annaba seront dédommagés pour tous les abonnés. C'est du moins ce qu'a annoncé, hier, Houda Imane Feraoun, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication.

Par Louiza Ait Ramdane

Se retrouver sans connexion Internet pendant plusieurs jours est de plus en plus contraignant pour le consommateur algérien. D'autant que la panne peut couper aussi la ligne de téléphone et la télévision. Heureusement, une fois la connexion retrouvée, il est possible pour les abonnés de bénéficier d'une indemnisation. Les six jours de rupture du trafic Internet seront dédommagés. Houda Imane Feraoun, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, a confirmé hier, que six jours de connexion gratuite seront accordés aux abonnés d'Algérie Télécom en guise de dédommagement des perturbations dans le trafic Internet suite à la rupture du câble sous-marin au large d'Annaba. «*Que les clients soient des résidentiels, des entreprises privées ou publiques, ils auront tous droit à six jours d'abonnement gratuits*», a assuré Houda Imane Feraoun. La ministre, qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse, a assuré que pour faire face à de pareilles perturbations, il est question de concrétiser le projet de liaison par fibre optique Oran-Valence (Espagne) par le lancement en réalisation le mois prochain. Cette liaison permettra

d'augmenter le débit supplémentaire de la bande passante de 100 gigats octets, selon Houda Faraoun. Le projet de réalisation de ce câble sous-marin Oran-Valence, initié en 2009, avec une extension Alger-Valence, est d'une longueur de près de 550 km. Le coût global de ce projet, dont les travaux s'étaleront sur 14 mois, est estimé à 36 millions d'euros (26 millions pour le projet Oran-Valence et 10 millions pour celui d'Alger-Valence). Par ailleurs, M^{me} Feraoun a indiqué que l'Algérie et la Tunisie ont convenu d'augmenter les capacités du câble de fibre optique reliant les deux pays de 150 mégaoctets à 10 gigaoctets qui sont «*évolutifs*». Ce renforcement de la bande passante permettra aux



deux pays de «*parer*» à d'éventuels accidents pouvant survenir sur les câbles sous-marins, a-t-elle souligné, qualifiant cette ligne de «*souape de secours*» pour les deux pays. L'Algérie dispose actuellement de deux câbles sous-marins en fibre optique Alger-Palma de 80 Go et Annaba-Marseille de 425 Go.

Pour les prix d'Internet, la ministre a indiqué qu'il est ques-

tion de leur révision à la baisse «*graduellement*» et le débit de la connexion augmentera au cours de l'année 2016. «*Nous réfléchissons sérieusement à réduire les prix d'Internet graduellement pour ne pas affecter les investissements futurs d'Algérie Télécom* «*tout en soulignant qu'à la fin de la phase des grands investissements d'Algérie Télécom prévue en 2016, les prix*

d'Internet baisseront et le débit de la connexion augmentera». Tout en reconnaissant que le prix d'Internet en Algérie est «*plus élevé que ceux pratiqués chez nos voisins*», elle a expliqué que la réduction de ces prix «*doit se faire graduellement pour arriver à ceux en vigueur ailleurs*».

L. A. R.

— Sadek Dziri : «Dialogue et confiance pour des solutions aux problèmes du secteur» —

L'Unpef appelle au soutien de la charte d'éthique et de stabilité

Le conflit qui oppose depuis une dizaine d'années le ministère de l'Éducation nationale aux syndicats semble s'apaiser. La première responsable du secteur veut le maintien du dialogue avec les syndicats et le corps enseignant, afin que cette année scolaire se déroule dans les meilleures conditions qui soient. Nouria Benghebrat entend ainsi agir en amont sur les facteurs qui pourraient être à l'origine d'une éventuelle grogne syndicale. Dans un message à la 5^e conférence de l'Unpef, la ministre de l'Éducation a réaffirmé les vertus du dialogue. De son côté, le président de l'Union nationale des personnels de l'Éducation et de la formation, Sadek Dziri, a souligné la nécessité d'instaurer un climat de «*dialogue et de confiance entre l'administration et les syndicats en vue de trouver des solutions efficaces aux problèmes du secteur*». Dans une allocution, M. Dziri a insisté sur l'importance d'une «*coopération sérieuse avec les partenaires sociaux pour une prise en charge réelle des préoccupations socioprofessionnelles*» des fonctionnaires du secteur, affirmant la nécessité d'adopter le projet de la

charte d'éthique et de stabilité du système éducatif proposée par le ministère de l'Éducation nationale aux partenaires sociaux. Il a appelé, par ailleurs, à «*relever le défi pour un enseignement de qualité pour tous dans le cadre d'une école maîtrisant les nouvelles technologies, ouverte à la modernisation et fidèle à nos valeurs, nos constantes et notre identité nationale*». La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrat a, de son côté, estimé dans son message adressé aux conférenciers que «*le projet de la charte d'éthique et de stabilité du système éducatif constituait le meilleur moyen d'appui au partenariat entre l'administration et le partenaire social pour une prise en charge réelle des préoccupations des fonctionnaires et des travailleurs de l'Éducation*». Elle vise à «*établir la confiance entre les composantes de la corporation de l'éducation et d'œuvrer dans le cadre d'une entente entre la tutelle et les partenaires sociaux*». En outre, «*régler les problèmes éventuels pour mieux assumer la fonction d'enseignant et relever le niveau de performance pédagogique de l'établissement éducatif*». La

ministre a indiqué, dans ce cadre, que le projet de la charte d'éthique «*sera débattu et enrichi par les différents syndicats pour parvenir à une mouture finale avant la mi-novembre prochain*». M^{me} Benghebrat a rappelé la «*place importante*» qu'occupe l'Unpef, mettant en avant la nécessité de «*renforcer la relation entre l'administration et le syndicat en instaurant un climat de confiance et de respect mutuels*». La ministre a appelé les syndicats à «*respecter les principes de l'action syndicale saine*» en poursuivant les efforts consentis dans un cadre de «*transparence*» pour une prise en charge réelle des préoccupations des fonctionnaires de l'Éducation, d'autant que les syndicats constituent une «*force de proposition pour résoudre les problèmes du secteur*». Les participants à la 5^e conférence de l'Unpef procéderont, lors des travaux de cette rencontre à laquelle prennent part 500 délégués des différentes wilayas, à l'adoption du règlement intérieur et du statut de l'Union et à l'élection du nouveau président et des membres du bureau national.

Meriem Benchaoua

TIC

1 000 micro-entreprises seront créées dans 30 wilayas

Plus de 1 000 micro-entreprises dans le secteur des technologies de la communication et de l'information (TIC) seront créées dans 30 wilayas du pays, a-t-on appris mercredi à l'occasion de l'arrivée à Tissemsilt de la caravane nationale destinée à ce genre d'entreprises. Le chargé d'information de cette caravane et cadre de l'Algérie Télécom, Hamouche Abderraouf, a indiqué à l'APS, que les bénéficiaires de ces micro-entreprises suivent actuellement une session de formation dans les spécialités de fibres optiques et de montage de réseaux hertziens variant entre 45 jours et trois mois, dans le cadre de la convention paraphée entre Algérie Télécom et

l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej). Les micro-entreprises, qui seront créées grâce à l'activité de cette caravane ayant sillonné 30 wilayas, prendront en charge le déficit accusé par les entreprises chargées de l'installation de réseaux téléphoniques et des projets de raccordement des communes aux fibres optiques, selon le même cadre qui a ajouté que ces micro-entreprises généreront 4 000 emplois permanents. M. Hamouche a souligné que l'objectif attendu de cette convention est la création de 2 400 micro-entreprises dans le secteur des TIC au niveau national. Cette convention signée depuis 2011 a donné lieu à la création de 360 micro-entre-

prises dans ce domaine en plus de la formation de plus de 500 ingénieurs et techniciens supérieurs en TIC, informatique et électrotechnique. Il a signalé, par ailleurs, que l'entreprise «*Algérie Télécom*» a débouqué, au titre de ses plans d'investissement pour l'exercice en cours, 45 milliards DA destinés à concrétiser des projets de modernisation des réseaux téléphoniques et d'extension des opérations de raccordement aux fibres optiques. M. Hamouche a fait également savoir que le secteur des TIC dans la wilaya de Tissemsilt a bénéficié, pour la première fois, de la création de deux micro-entreprises qui seront mises en service prochainement, ajoutant que le secteur a organisé l'année

dernière une première session de formation sur l'installation des réseaux hertziens et de fibres optiques ciblant 16 jeunes de la région dans le cadre de la convention signée entre Algérie Télécoms et Ansej. La caravane nationale des micro-entreprises dans les TIC offre aux jeunes, deux jours durant, l'occasion de s'informer sur les avantages et les mesures incitatives en matière de création de micro-entreprise au titre de l'Ansej et de bénéficier des opportunités de formation de l'Algérie Télécom. La caravane est initiée par Algérie Télécom et l'Ansej en partenariat avec l'association nationale des jeunes bénéficiaires de crédits et des jeunes promoteurs.

Y. N.

Vendredi à Alger Une course féminine pour la lutte contre le cancer du sein

UNE COURSE féminine pour la lutte contre le cancer du sein, sous le slogan «*Bougez pour vous protéger*», se déroulera vendredi (8h30) au stade annexe d'athlétisme du complexe Mohamed-Boudiaf, ont annoncé mercredi les organisateurs. Organisée par l'Association el Amel-CPMC, en partenariat avec la Fédération algérienne d'athlétisme, cette course a pour objectif d'inciter les femmes à la pratique régulière du sport et exprimer la solidarité à celles déjà atteintes de la maladie. Les organisateurs de cette manifestation ont indiqué que la course est ouverte à toutes les participantes souhaitant prendre part à l'événement. «*Le nombre de participantes est en constante augmentation, c'est le plus beau résultat que nous souhaitons à nos femmes pour les aider à prendre soin de leur santé et faire leur mammographie*», a souligné le communiqué de l'association El Amel.

R. S.

Coédition, traduction, enfance et importation du Coran

Les messages de Sellal au Salon du livre

■ Dans ses discussions avec les différents exposants, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a insisté sur la coédition, la traduction et le livre pour enfants, tout en affirmant que des instructions ont été données pour que 90% des livres concernant le Coran soient édités en Algérie et non importés.

PH: S. Seryal / A.



Par Nacera Chennafi

Le Salon international du livre d'Alger (SILA) a été inauguré hier officiellement par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Le public aura la possibilité de se rendre à ce rendez-vous culturel à partir d'aujourd'hui. Durant plus d'une heure, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a fait le tour du maximum de maisons d'édition présentes au Salon international du livre, dont les françaises, sachant que la France est l'invitée d'honneur pour cette année. Dans ses discussions avec les différents exposants, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a insisté sur le partenariat en matière d'édition et de traduction, tout en invitant les éditeurs algériens à s'imposer sur la scène de la littérature à travers notamment la traduction. Sellal a aussi indiqué que désormais 90% des livres concernant le Coran seront édités en Algérie, affirmant que des instructions ont

été données dans ce sens, tout en appelant à réduire son coût. Sellal qui était accompagné d'un nombre important de son gouvernement en plus de la ministre française de la Culture, a entamé sa visite par le stand du ministère de la Culture avant de se rendre à celui de l'Institut français, où il a évoqué avec sa directrice l'encouragement du partenariat en matière d'édition et de traduction. A l'adresse des Français, Sellal a aussi insisté sur la revalorisation de notre défunte Assia Djebar avec notamment un prix de valeur à son nom. Il est à noter que l'attribution du premier Prix du roman «Assia-Djebar» institué par l'Enag (Entreprise nationale des arts graphiques) et l'Anep (Agence nationale de l'édition et de la publicité), après la disparition en février dernier de la romancière et académicienne algérienne, doit marquer aussi ce rendez-vous. Le Premier ministre veut aussi une coédition entre l'Algérie, les Suisses, les Libanais

et les pays maghrébins. En s'adressant aux représentants de plusieurs maisons d'édition algériennes, Sellal a appelé à la traduction de différentes œuvres en arabe, tamazight et autres langues, car, selon lui, le meilleur ambassadeur de l'Algérie c'est le livre traduit. Et le contraire, donc, traduire les œuvres écrites en langues étrangères vers l'arabe en faveur des jeunes Algériens. Le Sila qui est un rendez-vous littéraire de première importance, accueillera pour sa 20^e édition (29 octobre - 7 novembre) près d'un millier d'exposants d'une cinquantaine de pays, avec en marge des débats centrés sur les professionnels du livre, dans un contexte de contraintes économiques et de restrictions budgétaires. C'est au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex) que le Sila ouvrira ses portes au public aujourd'hui. Des cycles de rencontres sur l'édition de la littérature d'expression amazighe, la critique littéraire ou encore la

relation entre le secteur du livre et l'école sont programmés. L'invité d'honneur de cette édition la France, propose un grand nombre d'éditeurs habitués du Sila. D'autre part, l'«Espace France» animé par l'Institut culturel français d'Alger en soutien à la littérature française et francophone, compte tenir des rencontres thématiques, des séances de dédicaces, des expositions, des cours de langue et des concours d'écriture. Le programme comprend en outre des journées réservées aux professionnels de l'édition algériens et français, organisées conjointement par le Centre national du livre (Cnl) et le Bureau international de l'édition française (Bief). Coïncidant avec la fête du 1^{er} novembre, date-symbole du déclenchement de la lutte armée de Libération nationale, des rencontres-débats sont prévues.

N. C.

Rencontre

Immersion dans «Nedjma» de Kateb Yacine

Nedjma, le roman de Kateb Yacine, a été revisité mercredi à Tizi-Ouzou, à l'occasion d'un colloque sur la vie et l'œuvre de cet écrivain-poète-dramaturge, organisée par la direction locale de la culture. Intervenant lors de la première journée de cette rencontre de deux jours, placée sous le thème «Kateb Yacine, écrivain aux multiples facettes», Ali Chebili, enseignant au département de français de l'université Mouloud-Mammeri, s'est intéressé à l'écriture «polyphonique» dans le roman «Nedjma» et à travers laquelle son auteur a opté pour «un style d'écriture qui rompt avec le roman classique et le nouveau roman». Par cette pratique nouvelle et inédite de l'écriture, Kateb Yacine a écrit «un chef-d'œuvre littéraire inclassable dans la typologie des genres littéraires, Nedjma étant à la fois épique, dramatique et lyrique», a observé le conférencier, qui a relevé également une rupture dans le style, Kateb ayant opté pour

une écriture «circulaire» qui fait sortir le lecteur de sa passivité pour aller chercher le sens de ce qu'il lit, contre celle linéaire et explicite jugée «trop simpliste». Cette rupture, a ajouté M. Chebili, n'est pas uniquement au niveau de la forme d'écriture, mais aussi dans le fond, puisque Nedjma, qui est un récit historique, éthique et autobiographique, est aussi une «rupture idéologique et politique» avec le discours colonial. «Kateb Yacine a été le premier écrivain à avoir dénoncé les massacres du 8 mai 1945, commis par l'armée coloniale française contre le peuple algérien qui manifestait pacifiquement pour sa liberté». «La fuite de Lakhdar (personnage de Nedjma) de prison, exprime cette soif du peuple algérien à l'indépendance», a-t-il précisé. Pour sa part, Mohamed Lakhdar Maougal de l'université d'Alger, a estimé, à propos de l'œuvre de Kateb Yacine et notamment de son roman Nedjma, que «la préoccupation de ce dernier

n'était pas d'écrire dans le genre romanesque mais de perturber ce dernier par la poésie et le théâtre». Ce colloque se poursuivra aujourd'hui avec des communications sur «La symbolique de Nedjma» par Tighilt Mohamed Amokrane, dramaturge et enseignant de langue française (Tizi-Ouzou) et «Le Cercle des repréailles : une révolution qui s'annonce» par Aini Bettouche, maître de conférences et doyenne de la Faculté des lettres et des langues (Tizi-Ouzou). Une représentation théâtralisée de passages dialogués du «Cadavre encerclé» et d'autres textes de Kateb Yacine, qui sera interprétée par des étudiants du département de français de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, prévue au théâtre régional Kateb-Yacine, marquera la clôture de cette rencontre sur la vie et l'œuvre de l'auteur de Nedjma.

Racim C./APS

LA QUESTION DU JOUR

Faire se rencontrer les principaux protagonistes du conflit syrien

Suite de la page une

Encore n'est-ce là que l'hypothèse la plus probable, non pas une certitude, l'Arabie saoudite n'ayant pas encore dit à ce propos son dernier mot. Il faudra attendre jusqu'au dernier moment pour s'en assurer. On ne peut en effet exclure dès à présent qu'elle décide de ne pas se trouver à la même table de négociation que l'Iran. La rencontre de Paris, à l'appel du pays hôte, à laquelle même la Russie n'a pas été conviée, voilà le genre précis d'initiative qui a sa préférence, et qu'elle voudrait voir se répéter jusqu'à ce qu'il soit mis fin au conflit. La France, qui n'a pas été invitée à la rencontre quadripartite de Vienne, et qui probablement ne le serait pas non plus à celle qui se prépare, est aujourd'hui le pays occidental le plus en phase avec la position de l'Arabie saoudite. On peut même être plus explicite encore et dire qu'elle est le seul pays européen qui n'ait pas du tout évolué sur la question. La rencontre organisée par elle à Paris se veut une alternative au processus de Genève, en ce sens qu'elle repose à la fois sur le préalable du départ du président syrien et sur l'exclusion de l'Iran de la négociation. Parfaite concordance de vues, donc, entre elle et l'Arabie saoudite, un des deux principaux belligérants dans ce conflit. Sa présence à Vienne n'offre dès lors pas grand intérêt, puisqu'elle y sera de toute façon représentée par l'Arabie saoudite, si celle-ci bien sûr est finalement de la partie. C'est dans le dossier syrien que la diplomatie française sous la présidence de François Hollande est en train d'enregistrer plus qu'un échec, un bide. Dans l'hypothèse où à la fois l'Iran est invité et que l'Arabie saoudite n'en prenne pas prétexte pour se dérober, la deuxième rencontre élargie de Vienne pourra réaliser un progrès dans la voie de la paix en Syrie, ne serait-ce que parce que ces deux pays, qui sont les véritables protagonistes de cette guerre à nulle autre pareille, se sont retrouvés autour d'une table de négociation, et qu'ils ont accepté de se parler, serait-ce de bout en bout par le truchement des autres participants.

M. H.

Protection civile : «Cet hiver sera un défi»

Les chauffages continuent de mettre des vies en péril

■ La direction générale de la Protection civile a lancé depuis hier une campagne de sensibilisation au danger d'asphyxie, lors d'une conférence de presse animée par son chargé de communication, le colonel Farouk Achour, au Forum du journal El Moudjahid.

Par Mohamed Mabkhout

Le constat selon Farouk Achour, chargé de communication de la Protection civile, est «positif» car selon leurs dernières interventions de la dernière saison d'hiver, une baisse a été constatée, comparée à celle de l'année précédente. 161 décès ont été recensés au cours de l'année 2014, et à ce sujet la même institution s'est lancée un défi de garder le bilan en régression durant l'année en cours. Les wilayas les plus touchées sont situées principale-

Entre les villes algériennes et françaises
Babès : la coopération doit dépasser le stade du jumelage

LA COOPÉRATION entre les villes et régions d'Algérie et celles de France doit aller au-delà des jumelages pour s'axer surtout sur le développement de projets économiques et territoriaux, a préconisé, hier à Alger, le président du Conseil économique et social (Cnes), Mohamed-Seghir Babès. A l'issue d'un entretien qu'il a eu avec le sénateur-maire de Lyon et président de la métropole de Lyon, Gérard Collomb, le président du Cnes a déclaré à l'APS que les deux pays devraient réorienter leur coopération territoriale vers le développement économique au niveau local.

«Le jumelage (entre les villes et régions des deux pays) doit être désormais conçu comme un vrai travail en profondeur sur des projets de développement économique dans ces territoires», a avancé M. Babès, appelant au renforcement de la coopération «décentralisée» entre l'Algérie et la France. Selon lui, l'Algérie doit profiter de l'expérience française dans le développement territorial en tissant des partenariats gagnant-gagnant et durables. Pour sa part, M. Collomb a indiqué que l'Algérie et la France devraient tisser davantage de relations de coopération en matière du développement territorial et ne pas se contenter des relations globales entre les deux Etats. «Il convient (dans le contexte de la conjoncture actuelle) de s'appuyer sur les territoires pour qu'ils puissent développer leurs économies et construire des écosystèmes locaux qui permettent effectivement le développement (du pays)», a relevé M. Collomb qui est en visite en Algérie depuis dimanche dernier. **Hani D./APS**

ment à l'intérieur du pays, comme l'a expliqué le même conférencier, et en raison du froid de l'hiver certains comportements mettent les personnes en danger, en particulier les fuites de gaz. A préciser que Sétif, Béjaïa, Bordj Bou-Arréridj, Tiaret et Laghouat se classent parmi les régions les plus touchées. «Les personnes devraient faire appel aux services de la Protection civile pour leur éviter aussi l'asphyxie», a déclaré le D' Habi Hakim lors de sa prise de parole durant la conférence. Le colonel Achour, chargé de communication au sein de la Protection civile, est revenu sur l'importance de faire appel à un professionnel du domaine pour installer l'appareil de chauffage à gaz.

Consommateurs toujours inconscients

Une fois l'hiver installé, les chauffages à gaz se vendent comme des petits pains. Le consommateur est parfois inconscient des conditions



d'achat, à l'exemple du test d'usage et le bon de garantie. Ces derniers sont loin de leurs calculs, en particulier dans les marchés informels ou les produits contrefaits inondent les marchés. Dans ce même contexte et durant cette conférence de presse, «la production nationale des chauffages à gaz est conforme et peut même être exportée vers certains pays», a déclaré Kouli Sami en sa qualité de directeur de la qualité de la consommation au sein du

ministère du Commerce. Des marques chinoises et iraniennes inondent toujours notre marché, et de nombreux chauffages en particulier en provenance de Chine sont toujours la cause de ces accidents mortels. Le ministère du Commerce a pourtant pris des mesures pour lutter contre ces produits sans garantie et souvent défectueux. En l'absence d'une culture de consommation, de nombreux Algériens sont attirés par les prix attractifs mais qui demeurent

souvent de réelles menaces pour la santé. «Sur la sphère informelle, les produits ne sont pas garantis et les clients se satisfont seulement après un test d'usage sur place, mais ce n'est pas suffisant», a rappelé le même responsable du ministère du Commerce. «Pour tout ce qui est appareil d'occasion, nous avons mis en place un dispositif avec les autorités concernées pour contrôler ceux défectueux», a indiqué même orateur. **M. M.**

Sortie d'une première promotion en 2017

Des ingénieurs spécialisés en dessalement d'eau de mer

Une première promotion d'ingénieurs spécialisés en dessalement d'eau de mer sortira en 2017, a-t-on appris du directeur général de la compagnie WBC Beni Saf, propriétaire de la station de dessalement de Chatt El Hilal, dans la wilaya d'Ain Témouchent.

Composée de vingt étudiants, cette promotion qui suit des cours théoriques à l'Ecole polytechnique d'Oran (ENPO) et pratiques à la station de dessalement en vertu d'une convention passée entre les deux parties, achèvera sa formation en 2017, a indiqué Mohamed Chaffi, à l'occasion d'une visite, mardi, des autorités locales à l'usine.

Il s'agit d'une formation de trois années qui permettra de doter les 13 stations de dessalement en exploitation ou en cours de réa-

lisation au niveau national d'un personnel «qualifié». Actuellement, ces étudiants sont en deuxième année, a-t-on ajouté.

Outre la formation de son personnel, la WBC a contribué, depuis l'ouverture de la station, à la formation de 11 étudiants stagiaires en fin de cycle (LMD), 6 stagiaires en fin de cycle de techniciens supérieurs (T.S), une thèse de doctorat et deux stagiaires de 3^e année (stage pratique).

Cette compagnie participe également aux séminaires internationaux sur le dessalement d'eau de mer, aux salons nationaux (Journée mondiale de l'eau), outre sa collaboration à la convention universitaire algéro-espagnole où elle a présenté, en avril 2012, son expérience lors d'une rencontre à l'université d'Alicante. Par ailleurs, la compagnie est en

train de préparer, en étroite collaboration avec l'ENPO, un séminaire sur le dessalement d'eau de mer qui se déroulera au début de l'année prochaine à Oran, a annoncé le responsable de la WBC.

Cette compagnie emploie, au niveau de la station de Chatt El Hilal, 80 travailleurs, dont deux Espagnols et 78 Algériens. «Cela démontre le degré de maîtrise des cadres nationaux du système de dessalement basé sur l'osmose inverse», a-t-on souligné.

Aucun accident n'a été enregistré durant les 15 436 heures d'exploitation cumulées de la station depuis son ouverture, a-t-on fait remarquer, ajoutant que cette station a produit durant la même période 332 millions de mètres cubes d'eau.

Said F.

CFPA Lakhel-Younès de Béjaïa

L'établissement paralysé par un débrayage

Les travailleurs, professeurs et formateurs du centre de formation «Garçons» Lakhel-Younès, du chef-lieu de Béjaïa, ont débrayé une demi-journée, hier, pour protester contre la «défalcation» par la direction de wilaya de deux logements de fonction sur les six unités du quota construit en faveur des travailleurs de l'établissement. L'établissement était totalement paralysé. Cette énième action de protestation a été menée par la section syndicale du SNTFP qui refuse catégoriquement de céder les deux logements. La syndicaliste M^{me} Mameri, nous a déclaré :

«Nous avons des preuves que les logements sont destinés uniquement au personnel de l'établissement et le directeur de wilaya n'a pas respecté la réglementation en vigueur, notamment l'instruction ministérielle N° 376 du 09/08/93 à ce sujet». Et d'ajouter : «Notre effectif est de 89 travailleurs, entre agents administratifs, contractuels, professeurs, ouvriers, etc. et au moins 83 sont en grève aujourd'hui». «Notre action est suivie à 98%», poursuit-elle. Les grévistes exigent par ailleurs de la tutelle la régularisation de la carrière des travailleurs, notamment leur pro-

motion par l'application des glissements catégoriels pour tous les travailleurs et professeurs cumulant 10 ans de service au 31 décembre 2014. Ils exigent aussi la régularisation des contractuels, etc. Le directeur de l'enseignement et de la formation professionnels de wilaya a réagi sur radio Soummam, affirmant que «les logements n'ont pas été encore distribués et que cela se fera conformément à la réglementation en vigueur». Il a souligné aussi que «cette décision a été décidée en commun accord avec les travailleurs et syndicats, lors des réunions de concertation

antérieures». Pour les promotions, il dira, toujours sur radio Soummam : «Nous sommes en attente des textes de loi pour passer à l'application». A noter que les grévistes comptent tenir une assemblée générale des travailleurs la semaine prochaine et durcir, éventuellement, le ton par une grève illimitée, nous dit-on, rappelant que deux mouvements de protestation ont été menés la semaine dernière, les 14 et 18 du mois en cours. D'autres mouvements avaient été menés, rappelés-le, à ce sujet depuis plus d'un an.

Hocine Cherfa

Investissement

Bouchouareb demande aux opérateurs algériens de France d'oser

■ Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a demandé à Paris aux entrepreneurs et chefs d'entreprise algériens installés en France d'oser et d'aller «au-delà de leurs rêves» en matière d'investissement.



Par Souad L.

«**J**e vous demande d'oser et d'aller aussi loin que vous pouvez imaginer», a-t-il lancé aux membres de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie de France (CACI-France), lors d'une rencontre tenue au siège de l'ambassade d'Algérie à Paris. Il les a assuré du soutien de son département ministériel et de celui du Commerce en indiquant que les portes de son ministère leur seront «grandes ouvertes». «Je connais vos potentialités et je

vous annonce que je serais heureux de vous voir porter des projets de partenariat avec les entreprises françaises», a-t-il soutenu lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur, Amar Bendjama. Se basant sur les dispositions du nouveau code des investissements, le ministre a affirmé aux opérateurs économiques résidant en France que ce texte leur donne des moyens qu'ils n'avaient pas auparavant, leur soulignant que toutes les réformes, mises en œuvre par le gouvernement algérien, «sont pour vous des instruments pour

vous battre ici en France, en Algérie et, bien sûr, vous serez les bienvenus dans votre pays». «Nous avons lancé d'autres réformes, a-t-il précisé, qui vont vous permettre d'opérer en Algérie ou en France, ce qui n'était pas possible par le passé».

Le ministre a affirmé, dans ce contexte, que le gouvernement algérien a fait de l'amélioration du climat des affaires une «action permanente» et qu'il ne s'agit plus «désormais» de satisfaire les besoins des uns et des autres, mais par contre «il faudra avoir une vision, une stratégie et les

partager». «La vision, aujourd'hui, est que notre pays a besoin de la ressource humaine et chacun d'entre vous, là où il active, peut constituer un vecteur pour aider à faire des raccourcis afin d'atteindre les objectifs fixés en matière de développement économique», a-t-il ajouté. Evoquant l'impact de la dégradation du prix du baril de pétrole sur l'économie algérienne, Abdesselam Bouchouareb a rassuré que l'Algérie dispose d'une «fenêtre de tir» pour les 4 ou 5 années à venir, afin de «ramener notre économie actuelle vers une économie universelle», soulignant cependant que quel que soit le prix du baril, «nous ne serons pas à l'abri, tant que nous ne sommes pas dans les conditions de créer de la ressource, de la richesse forte et cumulative pour financer notre économie». «Le rendez-vous pour nous, c'est dans 4 ans (2020). Le défi de l'Algérie aujourd'hui, c'est d'être prête à cette échéance, non seulement à l'intérieur de ses frontières, mais au-delà, notamment avec le démantèlement tarifaire», a-t-il expliqué, ajoutant que «nous devons renforcer tous nos moyens, nos atouts pour que nous puissions nous en sortir». Dans ce contexte, le ministre a renouvelé le soutien du gouvernement aux opérateurs économiques de France, leur demandant d'être les «meilleurs» messagers et ambassadeurs de l'Algérie auprès des entreprises de France, pays, a-t-il dit, «avec lequel nous avons l'ambition de renforcer notre coopération économique, telle que souhaitée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et son homologue, François Hollande».

S. L./APS

Afrique subsaharienne

Croissance vigoureuse en dépit de conditions financières défavorables

LE FONDS monétaire international (FMI) a prévu, dans son dernier rapport sur les perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, un ralentissement de l'activité économique dans cette région même si la croissance y demeure plus vigoureuse par rapport à d'autres régions du monde. Dans son rapport intitulé «Faire face à un environnement qui se dégrade» publié sur son site web, le Fonds prévoit un taux de croissance dans cette région de 3,75 % en 2015 puis de 4,25 % en 2016. Il attribue le ralentissement de l'activité à la conjonction d'une forte baisse des cours des produits de base et de conditions financières moins favorables. Face à cet environnement, le FMI incite les pays de l'Afrique subsaharienne à diversifier les moteurs de la croissance économique en réduisant la part relative des industries extractives tout en regrettant que la croissance rapide de ces dix dernières années ait occulté la détérioration de la compétitivité, surtout dans les pays exportateurs de produits de base. Et afin de favoriser l'émergence de nouvelles sources de croissance économique et créer suffisamment d'emplois pour la population jeune croissante de la région, le Fonds préconise d'axer les politiques publiques sur le renforcement de la compétitivité par l'amélioration du climat des affaires, des infrastructures et de l'éducation. Il sera aussi essentiel de continuer à renforcer la mobilisation des recettes intérieures afin de dégager les ressources additionnelles indispensables pour financer l'investissement dans l'avenir. La réduction des inégalités, au moyen d'initiatives budgétaires et financières bien conçues ainsi que par la suppression des restrictions légales fondées sur le sexe, pourrait produire des dividendes de croissance appréciables, souligne en outre le FMI. «Ce tableau globalement sombre masque des disparités importantes à l'intérieur de la région», a déclaré Antoinette Sayeh, directrice du Département Afrique du FMI, citée par le rapport. «Dans la plupart des pays à faible revenu, la croissance économique se maintient grâce à la poursuite des investissements d'infrastructure et à la vitalité de la consommation privée», a-t-elle expliqué. Mais même au sein de cette région, certains pays pâtissent de la chute des cours des principaux produits de base qu'ils exportent, même si la baisse des cours du pétrole allège leur facture d'importations énergétiques. Les pays exportateurs de pétrole de la région, dont le Nigeria et l'Angola, «sont encore plus durement touchés, car la baisse des recettes d'exportation et la sévérité des ajustements budgétaires qui s'ensuivent pèsent sur l'activité», note l'Institution de Bretton Woods.

R.E.

Coopération algéro-jordanienne

Rencontre d'affaires en novembre à Alger

Une délégation d'hommes d'affaires jordaniens effectuera à partir du 1^{er} novembre prochain une tournée d'affaires à Alger où ils rencontreront leurs homologues algériens dans le cadre d'une rencontre visant le renforcement des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et le royaume hachémite. Les hommes d'affaires jordaniens «ont exprimé leur volonté de renforcer les relations commerciales et dans le domaine de l'industrie avec leurs homologues algériens à travers cette rencontre qui se tiendra du 1^{er} au 4 novembre 2015 et devant porter sur l'examen des moyens de renforcer les échanges au mieux des intérêts des deux pays», a indiqué l'ambassadeur d'Algérie à Amman, Mohamed Bourouba. Cette délégation d'hommes d'affaires relevant de la Chambre d'industrie d'Amman et de la Société jordanienne d'investissement,

visé à travers cette rencontre à «étudier la possibilité d'organiser un salon des produits algériens en Jordanie, à renforcer les échanges commerciaux et industriels et à établir des investissements par des hommes d'affaires jordaniens en Algérie», ajoute l'ambassadeur. Selon le diplomate algérien, les hommes d'affaires jordaniens devant se rendre en Algérie ont demandé de rencontrer le ministre du Commerce Bakhti Belaïb, le ministre de l'Industrie et des Mines Abdesselam Bouchouareb et le président de la Chambre nationale de commerce et d'industrie Mohamed Laid Ben Omar. De son côté, l'organisme jordanien de développement des projets économiques, organisateur de cette rencontre, a affirmé que cette visite visait à «augmenter le volume des échanges commerciaux entre les deux pays dans les domaines susceptibles de booster l'écono-

mie». L'organisme jordanien tend, selon ses responsables, à «lever les entraves aux échanges commerciaux entre l'Algérie et la Jordanie et à associer des représentants de la Chambre d'industrie d'Amman et la Société jordanienne d'investissement aux démarches visant à promouvoir les relations commerciales et industrielles entre l'Algérie et la Jordanie». Selon des estimations jordaniennes, le niveau des relations économiques bilatérales «reste en deçà des attentes». Les exportations jordaniennes en Algérie ont atteint en 2014 près de 150 millions de dinars jordaniens, notamment dans le domaine de l'industrie chimique et pharmaceutique contre des importations ne dépassant pas 12 millions de DA (1 dinar jordanien équivaut à 150 dinars algériens environ).

Ahmed J.

Université de Blida

Création d'un espace de partenariat avec les entreprises de l'agroalimentaire

■ Un espace de travail et de partenariat entre les entreprises économiques de la filière agroalimentaire et l'université Saâd-Dahleb de Blida a été créé dans cet établissement de l'enseignement supérieur au titre d'une convention signée par les deux parties, en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, et de nombreux chefs d'entreprises économiques nationales.

Par Salim L.

Baptisé du nom de «Groupe industriel de la filière agroalimentaire», cet espace, constituera un cadre de «rencontres entre les étudiants du Master, les chercheurs universitaires et les représentants d'entreprises économiques, en vue d'examiner et chercher ensemble des solutions aux multiples problèmes rencontrés par la région, dont la pollution, les encombrements de la circulation, voire même la réalisation de projets, qui profiteront tant aux entreprises qu'à l'université», a indiqué le recteur de l'université de Blida, Abadlia Mohamed Tahar. Dans son allo-

cution, à l'occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a estimé que cette démarche s'inscrit au titre du processus général de rapprochement de l'université de son environnement économique et social. «Une orientation qui a été désormais consacrée, aujourd'hui, par l'université de Blida», a-t-il soutenu. «L'initiative vient également pallier à quelques insuffisances accusées par le secteur économique qui s'est toujours plaint du fait que les étudiants, sur le plan pratique, sont insuffisamment formés», a ajouté le ministre, estimant que la création de ce Groupement permettra aux étudiants de se frotter à l'environ-



nement socio-économique, tout en leur offrant des opportunités de stage et d'entraînement, pour en faire, en fin de parcours, des éléments qualifiés sur le double plan académique et pratique. De nombreux chefs d'entreprises, présents à cet événement, ont loué cette initiative. Parmi ces derniers, le président du Forum

des chefs d'entreprises, Ali Haddad, qui l'a considéré comme «une consécration de l'ouverture de l'université sur l'environnement économique». Le président de la Chambre nationale d'industrie et de commerce, Laid Benamar, a, pour sa part, qualifié cette démarche de «pont de communication entre

l'université et les entreprises économiques, qui réduira les délais de transition de l'étudiant vers le monde du travail», considérant qu'«il s'est déjà adapté avec l'environnement économique», a-t-il ajouté. Pour le chef des entrepreneurs et industriels de la Mitidja, Kamel Moula, l'initiative assurera, pour les entreprises économiques de la wilaya, une main-d'œuvre qualifiée, qui contribuera, à son tour, au développement de son tissu industriel. Cet espace d'échanges est le deuxième du genre au niveau de l'université Saâd-Dahleb de Blida, qui compte déjà un espace aéronautique, dans l'attente de la création d'autres espaces avec les opérateurs économiques de la région. L'université de Blida, qui compte, cette année, plus de 31 000 étudiants inscrits, est également dotée d'une pépinière d'entreprises, destinée à abriter les projets des étudiants diplômés. S. L./APS

Relizane

Une production oléicole de plus de 390 000 qx prévue dans la wilaya

Une production de plus de 390 000 quintaux est prévue dans la wilaya de Relizane pour la campagne de cueillette des olives, lancée dernièrement, soit une hausse de 100 000 qx par rapport à la saison précédente (290 000 qx), a-t-on appris mardi auprès de la direction des services agricoles (DSA). La chef de service régulation de la production à la DSA, Nadia Arbaoui, a indiqué que la campagne de cueillette, lancée à la mi-

octobre en cours, cible 7 740 hectares productifs sur une superficie globale de 11 500 ha réservée à l'oléiculture dans la wilaya. Selon les estimations de la DSA, le rendement moyen devra atteindre cette saison 51 quintaux à l'hectare contre 37 qx/ha la saison écoulée, a-t-elle ajouté. L'oléiculture a connu une amélioration ces dernières années, à la faveur de la disponibilité des eaux d'irrigation et l'utilisation de la technique goutte à goutte,

a affirmé M^{me} Arbaoui. Plus de 112 millions de mètres cubes d'eau ont été réservés à cette saison agricole à partir des barrages de Gargar et de Sidi M'hamed Benaouda pour l'irrigation des maraichers et l'arboriculture fruitière dont l'oléiculture. Cette filière est pratiquée notamment dans les régions de Oued Rhoui, Relizane et Jdiouia, caractérisées par de hautes potentialités productives, a-t-on signalé. Ahmed

Aïn Defla

Une boîte e-mail pour accompagner les investisseurs

Une boîte e-mail (adresse électronique) sera ouverte au courant de cette semaine par les services de la wilaya de Aïn Defla en vue d'accélérer les procédures d'accompagnement des investisseurs dans la concrétisation de leurs projets, a annoncé, mardi, le wali, Kamel Abbas. Le wali, qui intervenait dans le cadre d'une rencontre portant sur la levée des contraintes empêchant les investisseurs de réaliser leurs projets, a indiqué qu'à la faveur de cette boîte e-mail, une plus grande célérité sera assurée dans l'exposition des entraves empêchant l'investissement. Rappelant que l'Etat accorde une grande importance à l'investissement créateur de richesses et de postes d'emploi, M. Abbas a indiqué que l'accompagnement des investisseurs est à même de «permettre la concrétisation des projets dans les délais fixés». En guise d'illustration des problèmes rencontrés, il a précisé que des contraintes se rapportant notamment au plan cadastral retardant la délivrance de l'acte de concession, «un document nécessaire pour celui qui aspire se voir délivrer le permis de construire». «Certaines

banques font preuve d'une réticence exagérée s'agissant du document relatif à l'acte de concession qui a remplacé l'acte de propriété», a-t-il relevé, invitant les banques à faire preuve de «souplesse» en allégeant les procédures. Il a, en outre, mis l'accent sur la nécessité de

prendre en ligne de compte la vocation (agricole) de la wilaya, notant que les projets lancés ne doivent pas porter atteinte à l'environnement. Selon lui, un segment d'activité tel l'oléiculture doit être encouragé, faisant remarquer que les conditions naturelles de la wilaya concou-

rent pour que cette branche connaisse un essor. Quelque 80 investisseurs ont pris part à cette rencontre, ainsi que des représentants de banques publiques, de l'Agence nationale de développement de l'investissement et du Forum des chefs d'entreprises (FCE). Hani A.

El-Oued

Plaidoyer pour l'intégration de l'apiculture dans les activités agricoles

Les participants à une exposition nationale de miel et des produits mellifères, ouverte au jardin botanique d'El-Oued, ont plaidé pour l'intégration de l'apiculture dans les activités agricoles. Cette démarche contribuera «considérablement» à organiser et à réglementer la pratique de l'apiculture à l'échelle nationale, a précisé le superviseur général de cette manifestation, Abdelhamid Soufat (chercheur et spécialiste dans le domaine). L'exposition offre un espace de formation aux agriculteurs intéressés par l'amélioration de leur savoir-faire dans le domaine de l'apiculture à travers l'échange d'expériences académiques et pratiques liées à cette activité agricole qui se développe «rapidement», a-t-il ajouté. Lors d'une rencontre organisée en marge de l'exposition, plusieurs intervenants ont appelé à réfléchir sur la création d'un établissement public, sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et de la Pêche pour prendre

en charge le segment de commercialisation de la production nationale du miel et des produits mellifères. Ils ont affirmé, en outre, que la mise en place de cet établissement public chargé de la commercialisation du miel et des produits mellifères permettra d'encourager les jeunes désireux d'investir dans le domaine du développement durable, créateur de richesse et d'emplois. De nombreux apiculteurs ont aussi mis en relief les différentes activités liées à la vie des abeilles qui s'ajoutent notamment, outre à la production du miel, à la pollinisation de variétés végétales agricoles à fleurs, offrant le fruit. Initiée par le bureau local de l'Association algérienne du patrimoine, de l'environnement et du développement humain, sous l'égide de la Conservation des forêts, cette exposition nationale, à laquelle prennent part 21 apicultures venues de 12 wilayas du pays, s'étalera sur une semaine, selon les organisateurs. R.G.

Mila Installation d'un comité d'urbanisme et d'architecture

UN COMITÉ chargé de l'urbanisme et de l'architecture, regroupant plusieurs instances, directions et services concernés, a été installé dans la wilaya de Mila, a indiqué le wali Abderrahmane Madani Fouath. Le premier responsable de l'Exécutif qui a animé une première rencontre destinée à débattre des activités de ce comité, a précisé que ce dernier a pour mission de «concevoir des façades des structures et des équipements publics, selon un style architectural unifié moderne». Chamseddine Bouhouhou, responsable de la commission locale des architectes, a mis en exergue, lors de cette première rencontre, «l'importance de cette initiative pour un développement harmonieux de la ville». Plusieurs études techniques de projets en cours de réalisation, à l'instar du nouveau siège de la daïra de Teleghma, un camping pour jeunes (300 lits) à proximité du barrage de Beni Haroun, une salle spécialisée dans la commune de Derradij-Bousselah et un centre de proximité au chef-lieu de wilaya, ont été débattues lors de cette séance de travail tenue au siège de la wilaya. M. Fouath a appelé, dans ce contexte, à un suivi technique «rigoureux» de ces projets, notamment ceux portant sur la réalisation de structures publiques, dont les sièges des Assemblées populaires communales (APC) et des daïras afin d'assurer des conditions de travail convenables aux fonctionnaires et un bon accueil aux citoyens. Ce comité constitue un espace de concurrence entre les bureaux d'études pour une meilleure réalisation des projets, de façon à répondre aux besoins de la population, a précisé le wali, insistant sur l'utilisation de matériaux de construction locaux. R.R.



Crash en Libye

Hélicoptère abattu, dix-huit morts

■ Un hélicoptère des autorités de Tripoli, transportant 16 personnes et se dirigeant vers Tripoli, a été abattu mardi près de la capitale libyenne faisant dix-huit morts, a indiqué un responsable, accusant le gouvernement rival d'être derrière l'attaque, ce que ce dernier dément.

Par Slim O./APS

«Un hélicoptère transportant 16 personnes et se dirigeant vers Tripoli, a été la cible de tirs. L'appareil s'est écrasé en mer dans la zone d'al-Maya», à l'ouest de la capitale, a déclaré le colonel Mostafa al-Sharkassi, porte-parole de l'armée de l'air loyale aux autorités de Tripoli.

«Nous avons jusqu'à présent retrouvé neuf corps, dont celui du colonel Hussein Abu Daya», un haut responsable de la coalition de milices Fajr Libya qui contrôle Tripoli, a-t-il précisé. «Nous pensons que tous les passagers sont morts», a-t-il ajouté. Outre Abu Daya et trois

membres d'équipage, l'appareil transportait selon le colonel Sharkassi, des civils, dont des employés de banque chargés de transporter des fonds pour les fonctionnaires. «L'hélicoptère n'était pas armé. C'est un acte criminel», a dénoncé le colonel Sharkassi, attribuant l'attaque à des groupes armés liés au gouvernement reconnu par la communauté internationale.

Ce gouvernement a démenti pour sa part toute implication dans le crash. «Le commandement général des forces armées est assez courageux pour revendiquer les opérations que ses unités mènent à travers le pays», a réagi le porte-parole Khalifa el-Obeidi, cité par l'agence officiel-



Ph: DR

le. Le colonel Sharkassi a promis que Tripoli riposterait «le moment venu». Le ministère de la Défense auquel il est rattaché a décrété un «état d'alerte maximal pour les forces armées et les thowars (anciens rebelles) en vue d'une éventuelle riposte». Depuis le mois de juillet 2014, les deux

camps se livrent des batailles incessantes dans différentes régions de la Libye.

La communauté internationale tente de faire pression pour la signature d'un accord sur un gouvernement d'union actuellement en discussion sous l'égide de l'ONU. S. O./APS

En vue d'un dialogue inter-libyen

Un membre du CGN annonce le début de concertation avec le Parlement rival

Des membres du Congrès général national (CGN, Parlement sortant) en Libye sont actuellement en concertation avec des membres du Parlement (basé à Tobrouk) en vue d'une réunion directe entre représentants des deux parties pour entamer des séances de dialogue inter-libyen, sans assistance internationale, a déclaré mardi un membre du CGN.

Cet ancien député du CGN, Abdelkader Heouili, a ajouté dans des déclarations à la presse, que les premières rencontres de dialogue entre membres des deux parties

«ont été tenues en Tunisie». Il a révélé que «la tendance générale» au sein du CGN (basé à Tripoli) «soutient le dialogue inter-libyen mais refuse les résultats du dernier dialogue parainé par la Mission d'appui des Nations unies en Libye (UNSMIL/MANUL)».

L'émissaire des Nations unies pour la Libye, Bernardino Leon, a mené des négociations depuis plusieurs mois avec des représentants des deux autorités et d'autres parties libyennes et il était parvenu à leur arracher début octobre un accord sur un gouvernement d'union nationale pour sortir

le pays du chaos. Cet accord, qui désigne un Premier ministre (Fayez el-Sarraj) et 17 ministres, devait toutefois être entériné par les deux Parlements pour pouvoir entrer en vigueur.

Les autorités non reconnues par la communauté internationale, (le Parlement basé à Tripoli) avaient rejeté cette proposition quelques jours plus tard.

Leurs rivaux du Parlement libyen reconnu par la communauté internationale à Tobrouk (Est) l'ont rejeté également.

Ali O.

Sahara occidental

Une association française appelle le président Hollande à répondre aux besoins des réfugiés sahraouis

Une association française a appelé mardi dans une lettre écrite, le président français François Hollande, à une «action urgente» pour répondre aux besoins des réfugiés sahraouis à la suite d'une véritable catastrophe causée par les intempéries, a rapporté l'agence de presse sahraouie SPS.

«Monsieur le Président, nous vous demandons de réagir d'urgence aux besoins immédiats des sinistrés dans les campements et d'intercéder auprès du roi du Maroc pour qu'enfin le droit des Sahraouis à l'autodétermination soit appliqué et que ce conflit cesse», a souligné l'association française «Un camion-citerne pour les Sahraouis» dans sa lettre, dont une copie est parvenue à SPS.

L'association française qui soutient la population des camps de réfugiés et la popula-

tion sahraouie, a notamment attiré l'attention du président français, sur le drame vécu par les réfugiés sahraouis à la suite d'une véritable catastrophe causée par les pluies diluviennes de ces derniers jours.

«Nous voulons porter à votre attention le drame vécu aujourd'hui par les réfugiés sahraouis. C'est une véritable catastrophe que vient de subir cette population», a écrit l'association.

L'association a qualifié de «désastre humanitaire» les dégâts engendrés par les dernières intempéries. «L'ampleur des dégâts causés par les pluies diluviennes de ces derniers jours est un désastre humanitaire», a-t-elle déploré.

L'ONG française a toutefois regretté les entraves commises par le gouvernement du Maroc, qui freine l'aide humanitaire internationale destinée aux réfu-

giés sahraouis. «Ces derniers événements sont en relation directe avec les entraves et tergiversations du Maroc qui contraignent les réfugiés sahraouis à dépendre uniquement de l'aide humanitaire internationale. Ce peuple ne peut plus attendre.

Il faut et qu'il puisse enfin vivre sur sa terre», a souligné l'association. Elle a, en outre, fait état de l'inquiétante situation des familles, qui ont tout perdu : «leur habitation construite petit à petit depuis des décennies d'exil, leurs maigres biens et leur nourriture».

«Nous connaissons bien leurs conditions de vie très précaires et sommes très inquiets des conséquences de ce nouveau drame», a-t-elle rappelé.

Depuis le 16 octobre, des pluies torrentielles frappent les camps de réfugiés sahraouis. Près de 11 441 familles sont

affectées par la destruction totale ou partielle de leur maison ou tente traditionnelle, selon le Croissant-Rouge sahraoui.

Lamamra reçoit l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a reçu mardi à Alger l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Christopher Ross.

M. Ross était en visite dans les camps de réfugiés sahraouis, dont les habitations ont été sérieusement endommagées par les dernières intempéries.

Racha D.

Algérie-Tunisie
La lutte contre le terrorisme exige une approche participative inclusive

LE PRÉSIDENT de la Commission algéro-africaine de paix et de réconciliation et spécialiste des questions sécuritaires et stratégiques, Ahmed Mizab a affirmé lundi à Tunis que la lutte contre le terrorisme nécessitait la mise en place d'une «approche participative inclusive». Cette approche exige «l'implication d'experts sécuritaires dans l'élaboration de politiques sécuritaires au profit des gouvernements et des Etats», a précisé M. Mizab lors d'une conférence de presse, animée conjointement avec la présidente du Centre international des études stratégiques sécuritaires et militaires, la tunisienne Badra Gaaloul.

Cette approche exige «la sensibilisation de la société civile» à la gravité des phénomènes de l'extrémisme et du terrorisme sur la stabilité et la sécurité de la société, outre l'élaboration d'une stratégie claire qui est à même d'éradiquer les tensions sociales, la pauvreté et la marginalisation en Algérie et en Tunisie. Après avoir souligné que les tensions sociales menaient à la recrudescence des phénomènes d'extrémisme et de terrorisme et sapaient les efforts des institutions sécuritaires et militaires, M. Mizab a insisté sur l'impératif d'«établir» une société civile qui soutienne les institutions sécuritaires dans la lutte contre le terrorisme.

Il a rappelé que les expériences passées de l'Algérie avaient prouvé que la société civile avait «un grand rôle à jouer dans la lutte contre les phénomènes de terrorisme et d'extrémisme, qui constituent une véritable menace pour la sécurité et la stabilité de la société».

La Tunisie doit savoir que le terrorisme n'est pas un groupe d'individus à combattre par la voie militaire mais plutôt un cancer sournois qui se propage et se ramifie sans qu'on le sente, voilà pourquoi il faut faire davantage de vigilance pour y faire face, a-t-il estimé. Par ailleurs, M^{me} Gaaloul a appelé à «renforcer» la coordination entre les services de renseignement, à la relance de la coopération sécuritaire et militaire entre les deux pays et à des interventions «communes» pour lutter contre le phénomène du terrorisme. L'Algérie a une «grande expérience en matière de lutte contre le terrorisme», a-t-elle dit. R. M.



Séisme au Pakistan et en Afghanistan

Difficile et lente progression des secours

■ La course contre la montre s'accélérait hier pour accéder aux survivants épuisés, deux jours après le séisme qui a fait plus de 370 morts aux confins du Pakistan et de l'Afghanistan, et coupé du monde des villages entiers.

Par Ali O.

La secousse de magnitude 7,5 a détruit des milliers d'habitations, coupé des routes et des réseaux de télécommunications dans cette zone montagneuse déjà difficile d'accès habituellement. Des rescapés privés de toit réclamaient soins, vêtements et nourriture, avant que le temps glacial ne fasse de nouvelles victimes. «Personne n'est venu nous aider. Nous sommes obligés de rester dehors. Il a plu hier et personne n'est venu nous aider», déplorait Jamil Khan, 24 ans, un habitant du district montagneux de Shangla, un des plus touchés par le séisme, dans la province pakistanaise de Khyber Pakhtunkhwa. L'Unicef s'est dit «très inquiet sur le sort des enfants (...) qui sont à la merci des éléments alors que les températures plongent». Les secouristes craignent aussi que la situation très instable sur le plan de la sécurité ne complique leur tâche, les talibans contrôlant certains secteurs sinistrés.

Rentré mardi d'une visite aux États-Unis, le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif a promis aux survivants «des compensations généreuses».

Bien que l'épicentre du séisme se situait en Afghanistan,

c'est au Pakistan voisin que la majorité des victimes sont pour l'instant recensées: 255 morts, dont 208 dans la province de Khyber Pakhtunkhwa. Plus de 1 600 personnes ont été blessées et 9 000 maisons endommagées.

L'armée pakistanaise a pris la tête des opérations de secours, envoyant des tentes, des équipes médicales et des rations de survie dans les zones sinistrées, tandis que des hélicoptères évacuaient des blessés vers des hôpitaux urbains.

Mais dans les secteurs plus reculés, les habitants devaient se débrouiller seuls pour tenter de retrouver des survivants sous les décombres de bâtiments effondrés.

Dans le village de Gandao, la quasi totalité des 300 maisons ont ainsi été endommagées. Nombre d'habitants en ont été réduits à dormir dehors par des températures glaciales, de peur que leurs habitations ne s'effondrent.

En Afghanistan, on décomptait hier 115 morts, des centaines de blessés et 7 000 habitations détruites par le séisme, dont l'épicentre se trouvait dans les montagnes du Badakhshan (nord-est). Une bonne partie de cette province, ainsi que d'autres zones touchées, sont aux mains



des rebelles talibans, compliquant les opérations de secours. «Les zones (sinistrées, ndr) dans le Badakhshan ne sont pas sûres, mais nos équipes ont pu apporter de l'aide» à une centai-

ne de familles, a indiqué le porte-parole du Croissant Rouge, Mehram Sadaqat. «Les équipes du Croissant-Rouge vont surtout là où les autres ne peuvent pas aller» pour des raisons de sécuri-

té, a-t-il ajouté. Le mouvement taliban a appelé mardi ses combattants à apporter leur «aide inconditionnelle» aux secours, mais les combats n'ont pas cessé pour autant. Les insurgés ont assuré hier avoir reconquis un district de la province de Takhar, signe de l'instabilité persistante dans cette zone frappée par le séisme.

Les États-Unis ont proposé une assistance humanitaire à l'Afghanistan et les médias publics chinois rapportent hier que Pékin a également offert son aide aux deux pays sinistrés. L'Inde, frère ennemi du Pakistan, s'était manifestée dès lundi. Le pape François a dit qu'il prierait pour toutes les victimes.

Pour nombre d'habitants de cette région, le séisme a ravivé le douloureux souvenir du terrible tremblement de terre de magnitude 7,6 qui avait fait plus de 75 000 morts le 8 octobre 2005.

Mais les éditorialistes insistaient hier sur le manque de prévention face aux séismes et catastrophes naturelles qui «ne manqueront pas d'arriver». «Nous sommes dans une zone sismique. Si nous n'agissons pas maintenant, il y aura de nouveaux morts dans l'avenir», insistait «The News». A. O.

Ilots disputés

La Chine entre colère et retenue après les manœuvres d'un navire américain

L'envoi par Washington d'un navire de guerre aux abords d'îlots disputés en mer de Chine méridionale a suscité hier une dénonciation «contrôlée» des médias officiels chinois, mais nombre d'internautes appelaient à une réponse plus musclée de Pékin.

Cette zone du Pacifique est devenue le théâtre d'un bras de fer croissant entre les deux plus grandes puissances militaires et économiques de la planète, qui entendent y asseoir leur influence régionale. Les États-Unis ont envoyé mardi le destroyer lance-missiles USS Lassen croiser à moins de 12 milles d'îlots artificiels que Pékin a construit sur des récifs de l'archipel des Spratleys, en mer de Chine méridionale, une zone également revendiquée par les pays voisins, dont les Philippines, alliées de Washington, le Vietnam, la Malaisie et Brunei.

La zone des 12 milles marins (22 km) est celle reconnue internationalement sur laquelle un État côtier peut appliquer sa souveraineté, dans les airs et sur mer.

Pékin revendique sa souveraineté sur la quasi-totalité de la mer de Chine. La marine américaine compte renvoyer d'autres navires de guerre dans la même zone, a affirmé à l'AFP l'un de ses responsables mardi soir.

«Nous le ferons à nouveau. Nous naviguons dans les eaux internationales quand et où nous le décidons», a-t-il averti.

Avant même les manœuvres américaines de mardi, la Chine

avait averti à plusieurs reprises qu'elle prendrait des mesures fermes contre tout pays qui violerait sa souveraineté territoriale.

Mais lorsque le navire américain, dont la venue avait été anticipée de longue date, est finalement arrivé, la Chine s'est contentée de le suivre puis de lui lancer un avertissement.

Selon une formule éprouvée, les autorités chinoises ont convoqué, pour le sermonner, l'ambassadeur des États-Unis, dénonçant une «grave provocation».

«Le gouvernement chinois défendra résolument sa souveraineté territoriale et ses intérêts maritimes, et la Chine fera tout ce qui est nécessaire pour s'opposer à des provocations délibérées de la part de tout autre pays», a déclaré mardi le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Zhang Yesui, à l'ambassadeur américain, selon l'agence Chine nouvelle.

Les commentaires dans les médias d'État hier sont restés relativement mesurés, et appelaient la Chine à garder la tête froide.

Même le *Global Times*, connu pour son ton nationaliste, préconisait la retenue. «Le Pentagone est clairement en train de provoquer la Chine», a estimé le quotidien dans un éditorial. «Si nous nous montrons humiliés et protestons avec colère, alors les États-Unis auront atteint leur objectif, qui est de nous contraindre», avertit le journal.

«Ce navire américain qui vient fanfaronner, considérons-le pour

ce qu'il est : un tigre de papier», ironisait le journal.

Mais un certain nombre d'internautes chinois exigeaient une réponse plus ferme. «Le président chinois Xi Jinping vient à peine de faire une visite de courtoisie aux États-Unis (fin octobre), et sitôt le dos tourné, voilà les Américains qui envoient leur navire!» s'étonne l'un d'eux.

«La Chine peut-elle se contenter de déblatérer?» s'interrogeait un autre, avant de proposer une mesure radicale: «Détruisons tout navire de guerre américain qui approche!»

«Pourquoi ne pas répliquer?» se demandait un autre commentateur, philosophe: «Ce ne sera pas la fin du monde!»

Le budget de la défense chinoise est en hausse régulière depuis plusieurs années et la Chine s'est dotée en 2012 de son premier porte-avions, le Liaoning.

Un important défilé militaire a été organisé début septembre à Pékin pour célébrer les 70 ans de la défaite du Japon, exposant notamment des missiles capables d'atteindre des navires de guerre.

Un étalage de puissance qui a amplifié les attentes d'une partie de l'opinion chinoise, prompte à s'enflammer sur des thèmes nationalistes.

Les Américains «sont à notre porte. Se contenter de les dénoncer à nouveau est vain», a estimé ainsi un autre internaute, reflétant la tonalité générale des milliers de messages postés sur le réseau social Sina Weibo.



Points chauds

Alliance

Par Fouzia Mahmoudi

Si en France les représentants de la droite se sont montrés très clairs sur leur intention de ne plus se plier à la règle informelle concernant le «Front Républicain», les socialistes eux semblent continuer à en vanter les mérites. L'on se souvient en effet comment Nicolas Sarkozy avait à l'occasion des élections départementales de mars dernier décidé de faire voter une motion officiellement établissant le «ni-ni» comme la stratégie des Républicains. Une stratégie comme son nom l'indique clairement visant à ne conseiller les militants et sympathisants de droite à ne voter en cas de duel ni pour le Front National, ni pour la gauche. Une stratégie qui avait été largement critiquée par les socialistes qui avaient alors accusé la droite de faire monter le FN. Pourtant, le PS lui continue à promouvoir le Front Républicain même si cela est plus délicat à promouvoir seul alors que les sondages favorables au FN se succèdent, notamment en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Manuel Valls a ainsi implicitement évoqué la possibilité d'un Front Républicain pour faire barrage aux candidats du parti dirigé par Marine Le Pen. «Il est hors de question de laisser le Front national gagner une région. Tout devra être fait pour l'empêcher. Je vous donne rendez-vous le soir du premier tour», a déclaré le Premier ministre. Mais Valls a également affirmé qu'il allait s'engager dans la campagne car, «avant le second tour, il y a un premier tour». Pas question, donc, de donner dès à présent une quelconque consigne ou de déterminer quelle sera l'attitude du PS dans le cadre de triangulaires au second tour des élections régionales si le Front national peut l'emporter. «La première des choses à faire, c'est de faire campagne, rappelle l'entourage du Premier ministre. On ne peut pas s'arrêter à une photographie sondagière». Mais l'expression «tout devra être fait» employée par le Premier ministre fait ressurgir l'hypothèse que les listes PS pourraient se retirer si elles arrivaient en troisième position et que le FN est en passe de l'emporter. Depuis quelques jours, les dirigeants socialistes avaient pourtant fermement écarté ce scénario. «Cela fait des mois qu'on est dans une tentative de disqualification du Parti socialiste», avait ainsi protesté Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du parti, cette semaine sur i-Télé, qui fait partie de ceux qui estiment que le PS ne devrait pas porter seul la stratégie du Front Républicain. Le plus important reste toutefois de savoir si les électeurs français sont encore sensibles à l'infantilisation pratiquée par les politiques ou si malgré les intentions des uns et des autres ils voteront pour les candidats qu'ils souhaitent et non plus pour les candidats qui leur ont été indiqués comme acceptables par la droite et la gauche. F. M.



Festival international du malouf à Constantine

De belles voix enchantent le public

■ Le Festival international du malouf se poursuit à Constantine, offrant aux mélomanes le plaisir de revisiter ce riche répertoire musical. La troisième soirée de cet événement était animée par les troupes «La voix de la Belgique», «Evgenios Voulgaris» (Grèce) et «Maqam». En effet, une escapade musicale envoûtante, pleine de tendresse et de mélancolie, sur les traces de la musique savante a été offerte au public.

Par Abila Selles

Durant plus de deux heures, des artistes et des musiciens à la sensibilité bouleversante ont donné tout son sens à l'élégance d'une musique qui reste un héritage universel, dans une harmonie de cordes et un enivrement de rythmes confirmant le caractère sans frontières de la musique.

C'est dans le cadre du Festival international du malouf que la Marocaine Naziha Meftah, star de la troupe «La voix de la Belgique», sous la houlette du compositeur et chef de la troupe Samir Bendemrad, a subjugué le public nombreux du théâtre régional de Constantine (TRC). Naziha a



PH. DR.

interprété une des plus belles chansons du terroir algérien «Ya belaredj» avant d'enchaîner avec «Belahou ya hamami», en hommage à la mémoire vivante du malouf constantinois

Mohamed-Tahar Fergani. Ravie par l'accueil chaleureux du public, l'artiste entonne «Bent Bladi» en hommage au chanteur marocain Abdessadek Chakara, et puis «Chehlat La'ayane», «Oussfour tal min chibak» et «Zahrat al mada'ine» de la diva Faïrouz, et encore «Oussfour ta'ar» de Marcel Khalifa.

Entre luth, violon, violoncelle, mais également piano, cajon et saxophone des musiciens belges, italiens et tunisiens composant la troupe, jaillit un «discours» musical subtil est engagé, devant une assistance ravie de «sentir» l'âme de la musique.

Les six membres du groupe d'Evgenios Voulgaris ont fait voyager le public sur les traces

de la musique traditionnelle des îles grecques. Dès la première note, la voix caressante et douce de la chanteuse du groupe, Charitini Georgopoulou, s'élève pour entonner la vie, l'amour et la joie de vivre dans une expressivité fascinante et touchante même pour les mélomanes qui ne comprennent pas la langue.

Les membres de l'association Maqam, de Constantine, lauréate du deuxième prix du Festival national du malouf qui s'était déroulé en juillet dernier, ont pris le relais lors de cette troisième soirée de la 9^e édition du Festival international du malouf pour interpréter, sous la houlette du chef d'orchestre Moundji Benmalek, un bachraf Regrig, une nouba Mezoum, un délicieux Istikhbar et un mçader, dans la pure tradition du malouf constantinois.

Inscrite dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», la 9^e édition du Festival international du malouf, ouverte samedi dernier, se poursuivra jusqu'au 31 octobre sous le slogan «Le malouf, héritage des générations». **A.S.**

Ouvrages religieux non conformes à la référence nationale

Plus de 300 livres de culte interdits d'entrer à Oran

Pas moins de 311 livres religieux importés ont été interdits d'entrée à Oran pour non conformité à la référence nationale, a-t-on appris mardi auprès de la direction de wilaya des affaires religieuses et wakfs. Ces ouvrages en langues arabe et française traitant de sujets de fiqh contraires à la référence religieuse en Algérie ont été refoulés au cours des deux dernières années, a indiqué le servi-

ce de la culture islamique et d'enseignement du Coran. L'interdiction, décidée sur avis de la commission compétente composée d'imams et relevant du conseil de la Fetwa à la direction précitée, est intervenue après la saisie de ces ouvrages par les agents de contrôle au niveau de l'aéroport international Ahmed-Benbella et au port d'Oran, a-t-on ajouté. Par ailleurs, cette commission a inter-

dit, l'année en cours, l'entrée d'une marchandise importée d'Europe, un paquet de chewing-gum à la saveur de fruits contenant un jouet non toléré par la référence religieuse nationale, selon la même source. Une baisse sensible d'importation de marchandises portant atteinte à la religion musulmane a été relevée cette année par rapport aux années précédentes. **L.B.**

Littérature

Ouverture du concours pour le prix Kateb Yacine

Le concours pour la seconde édition du Prix littéraire international Kateb Yacine a été officiellement ouvert, samedi, à l'occasion de la commémoration du 26^e anniversaire du décès, le 28 octobre 1989, de l'auteur de «Nedjma», ont indiqué mardi les organisateurs du concours.

La réception des dossiers de candidature est ouverte jusqu'au mois de février 2016 tandis que l'annonce des résultats aura lieu au cours des travaux du 7^e Forum internatio-

nal Kateb Yacine prévu du 19 au 21 mars prochain à Guelma, a indiqué Ali Abassi, président de l'association de promotion du tourisme et d'animation culturelle, organisatrice de la rencontre.

Le comité scientifique du forum, composé d'écrivains algériens, tunisiens, marocains et français, «accepte désormais les romans et les poésies d'expression française et non plus uniquement les écrits analytiques de l'œuvre de Kateb Yacine, comme lors des

précédentes éditions du prix», a indiqué la même source. Le lauréat du prix du roman recevra une prime de 1 500 euros et celui du prix de la poésie 1 000 euros, en plus d'une représentation miniaturisée du monument commémoratif érigé en 2009 à Ain Ghrou, dans la commune de Hammam N'baïle (Guelma), au cœur du territoire de la tribu des Beni Keblout dont descend l'auteur de «L'homme aux sandales de caoutchouc». **F.H.**

Festival national du théâtre pour enfants à Constantine

Plus de quinze représentations au menu

Dix-sept représentations sont au menu de la 16^e édition du Festival national du théâtre pour enfants prévue à Constantine du 31 octobre au 3 novembre prochains, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. Les spectacles de cette nouvelle édition, organisée par la direction de la jeunesse et des sports, seront donnés par des troupes venues des wilayas de Constantine, Skikda, Sétif, Oum Bouaghi, El Tarf, Béjaïa, Mostaganem, Chlef, El Oued, Djelfa, Tizi Ouzou, Oran, Saida, Bouïra, Tlemcen, Médéa et Tindouf, a-t-on précisé.

Cette manifestation culturelle récréative qui coïncide avec la

célébration du 61^e anniversaire du déclenchement de la Révolution vise à «permettre de

nombreuses troupes théâtrales de se produire sur scène pour le plaisir des tout-petits, et cultiver

très tôt l'amour des langues chez les enfants», a-t-on également indiqué. **Y.M.**

Prix Goncourt 2015

Les quatre finalistes annoncés depuis Tunis

Les quatre finalistes en lice pour le Goncourt, prix littéraire français des plus convoités, qui sera décerné le 3 novembre à Paris, ont été dévoilés mardi depuis Tunis (Tunisie).

Les quatre écrivains retenus dans la sélection finale de l'édition 2015 de ce prix sont le Franco-tunisien Hédi Kaddour, pour son roman «Les prépondérants», Nathalie Azoulay («Titus n'aimait pas Bérénice»), Mathias Enard («Boussole») et Tobie Nathan («Ce pays qui te ressemble»).

L'annonce a été faite par Didier Decoin, membre du jury Goncourt qui a effectué le dépla-

cement au musée du Bardo de Tunis, cible d'un attentat terroriste en mars 2015.

Le président du jury, Bernard Pivot, a indiqué que c'était un «acte symbolique» d'annoncer les finalistes du Goncourt à partir de la Tunisie, dans un pays qui a été la cible de deux attentats terroristes, Tunis et Sousse en juin dernier.

Le Goncourt 2014 a été attribué à la romancière française Lydie Salvayre, pour son roman sur la guerre d'Espagne «Pas pleurer».

Le lauréat du Goncourt 2015 sera connu le 3 novembre prochain. **M.K.**

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Plais des expositions Safex Jusqu'au 7 novembre :
Salon international du livre d'Alger.

Salle Ibn Zeydoun 29 octobre :
Spectacle de flamenco animé par Pere Martinez.

Galerie Ezzouar art Jusqu'au 12 novembre :
Exposition de l'atelier Souppçon d'art, intitulée «La céramique autrement». Cet atelier est animé par Rachida et Samia Merzouk et le plasticien Karim Sergoua.

Galerie d'art Dar El-Kenz Jusqu'au 14 novembre :
Quinzième Salon d'automne du petit format, avec la participation d'une vingtaine d'artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Myriem Ait El-Hara, Moncef Guita, Noureddine Chegrane, Mohamed Massen, Hella Zoubir et Moussa Bourdine.

Palais Ahmed Bey de Constantine Jusqu'au 1^{er} novembre :
Festival international de musique malouf de Constantine

Galerie d'art Sirius Jusqu'au 5 novembre :
«Exposition d'automne» de l'artiste Moussa Bourdine.

Galerie des Ateliers Bouffé d'Art Jusqu'au 31 octobre :
Exposition-vente de peintures de l'artiste Moncef Guita.

Coup-franc direct

Les joueurs retiendront-ils la leçon ?

Par Mahfoud M.

Jamais un joueur n'a été dans une aussi inconfortable situation que celle que vit le désormais ex-joueur de l'USMA, Youcef Belaïli. Ce joueur a vu sa sanction quadrupler et arriver à huit ans de suspension après l'affaire de la consommation de cocaïne qu'il avait prise dans une maudite soirée entre amis. Belaïli voit sa carrière s'écourter puisqu'on voit mal comment un joueur pourrait reprendre après huit ans d'interruption. Il a payé cher un moment d'inattention et d'évasion alors que tout le monde le prédestinait à un très bel avenir, puisqu'on le présentait même comme étant le meilleur joueur algérien des prochaines années, surtout avec son jeune âge (23 ans seulement). Malheureusement pour lui, il a été victime de son entourage proche et du manque d'orientation même au niveau du club. Toutefois, la question qui reste posée, est est-ce que les autres joueurs retiendront la leçon ? Il n'y a pas que Belaïli qui s'est adonné à cette substance interdite, mais beaucoup de joueurs de notre championnat en ont consommé. Après avoir vu de leurs propres yeux ce qui est arrivé avec la vedette usmiste, il n'est pas sûr que ceux-ci sauront prendre leurs précautions et éviter ce genre de comportement néfaste, sachant que même les dirigeants de clubs sont responsables de ces pratiques étant donné qu'ils choient leurs joueurs et leur offrent des salaires faramineux sans être regardants sur leur comportement que ce soit sur ou en dehors des terrains.

M. M.

Ligue des champions (finale aller) USM Alger-TP Mazembe
Hamdi : «Samedi, on jouera sans pression»

L'ENTRAÎNEUR de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) Miloud Hamdi a affirmé mardi à Alger que son équipe abordera la finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique, samedi au stade Omar-Hamadi (20h30) face aux Congolais du TP Mazembe «sans la moindre pression», en dépit de l'enjeu de taille de cette rencontre.

«Même s'il s'agit pour nous d'un match historique, nous allons aborder cette première manche sans pression, une manière de permettre aux joueurs de jouer libérés.

Notre objectif est bien évidemment de remporter la rencontre même si en face on aura un sérieux client», a indiqué le coach de l'USMA lors d'un point de presse tenu au stade Omar-Hamadi (Bologhine).

Le club algérien s'est qualifié pour la finale aux dépens des Soudanais d'Al-Hilal (aller 2-1, retour 0-0) alors que le TP Mazembe avait passé l'écueil de l'autre représentant soudanais Al-Merreikh (aller 1-2, retour 3-0).

«Tous les scénarios sont envisageables dans cette finale entre deux équipes qui vont tout faire pour remporter la trophée», a-t-il ajouté.

Appelé à évoquer ce rendez-vous «exceptionnel» dans sa

carrière, Hamdi a refusé de parler du «match de sa vie». «Je suis un petit entraîneur qui est en train de forger son petit bonhomme de chemin dans ce métier, même s'il s'agit d'un match exceptionnel dans ma carrière sportive, ce ne sera pas le match de ma vie».

Ayant encaissé six buts lors des quatre derniers matchs du championnat, Hamdi ne s'inquiète pas outre mesure pour sa défense.

«C'est vrai que nous sommes en train d'encaisser pratiquement à chaque match, mais en parallèle, nous marquons beaucoup de buts», a-t-il relativisé.

En vue de cette première manche, prévue samedi au stade Omar-Hamadi (20h30), les coéquipiers du capitaine Nacreddine Khoualed entament mardi soir un stage bloqué à Ain Benian (Alger). «A l'exception de Meftah et Andria, suspendus, et Darfalou, blessé aux adducteurs, tout le monde est concerné par ce match aller», a assuré Hamdi. Dans l'autre côté, le TP Mazembe a entamé dimanche un stage bloqué à Marrakech au Maroc, alors que son arrivée est prévue jeudi à Alger.

La finale retour se jouera le dimanche 8 novembre au stade de Lubumbashi (15h30 algérienne).

Ligue I Mobilis (10^e journée)
Le Mouloudia au pied du mur

■ Le Mouloudia d'Alger sera au pied du mur et se devra de l'emporter au cours de cette 10^e journée de la Ligue I Mobilis qui débute cet après-midi avec ce match qui mettra aux prises le Doyen des clubs algériens à la lanterne rouge de la L1, le RC Arba.



Par Mahfoud M.

Défait par le NAHD lors de la dernière journée, le MCA es appelée à se révolter et renouer avec le succès de nouveau surtout que les fans n'accepteront pas un autre faux pas à domicile. Les poulaains d'Ighil qui étaient sous pression toute cette semaine et se sont préparés à huis clos, feront tout ce qui est de leur possible pour l'emporter et se reprendre. Toutefois, ils devront faire très attention à cette formation de Larba qui est comme une bête blessée et qui se donnera à fond pour revenir avec un résultat probant. L'USM El Harrach qui est à la troisième place reçoit le MC Oran dans un match à six points, sachant que l'erreur n'est pas permise pour les deux formations.

Les Harrachis sont appelés à reprendre goût à la victoire après la défaite amère concédée à Tizi-Ouzou face à la JSK. Se trouvant dans une situation difficile, l'ASM Oran est plus que jamais appelée à relever le défi et l'emporter

face à un CS Constantine qui se recherche encore et qui n'arrive pas à retrouver son équilibre. La JS Kabylie qui sort d'un succès face aux Harrachis se déplacera à Alger avec l'ambition de l'emporter face au NAHD, même si cela ne sera pas une partie de plaisir sachant que les Hussein-Déens ont renoué avec le succès en prenant le meilleur sur le MCA la semaine passée.

Les coéquipiers de Bendebaka voudront certainement engranger une autre victoire pour sortir définitivement de la zone rouge, ce qui est dans leurs cordes.

Les Belouizdadis qui sont sur une mauvaise série de trois défaites consécutives se rendront à Relizane pour croiser le fer, à huis clos, avec la formation locale du Rapid, dans l'espoir de revenir avec un résultat probant, alors que les locaux ne comptent pas lâcher du lest, surtout que le match se joue chez eux même sans la présence du public. Il faut savoir que la journée avait débuté mardi soir avec les deux matchs, USMB-MOB et CRBDB-

ESS qui ont été programmés pour permettre aux Béjaouis et Sétifiens de disputer la Supercoupe dimanche prochain à Constantine. Les gars de la ville des Roses avaient été tenus en échec par les Mobistes, alors que les gars de Tadjenant ont remporté le derby face à l'Entente de Sétif sur le score de (1/0) ce qui lui permet de prendre seul la deuxième place avec 15 points.

Le dernier match de cette journée et qui opposera l'USM Alger à la JS Saoura le mardi 24 novembre, et ce pour permettre aux Algérois de disputer les deux matchs comptant pour la finale de la Ligue des champions d'Afrique.

Mahfoud M.

Le programme :
Vendredi 30 octobre 2015 :
MCA-RCA (Jeudi à 18h)
USMH-MCO (15h)
ASMO-CSC (15h)
NAHD-JSK (15h)
RCR-CRB (15h à huis clos)
JSS-USMA (Mardi 24 novembre)

Ligue II Mobilis (10^e Journée)
L'USMBA à l'épreuve de l'OM

Le leader de la Ligue II, l'USM Bel-Abbès sera en appel lors de cette 10^e journée en donnant la réplique à l'une des formations qui jouent l'accession en Ligue I. En effet, les gars de la Mekerra qui souhaitent prendre leur envo-

le se doivent de bien négocier cette sortie à domicile face à une coriace équipe de Médéa qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et qui fera tout ce qui est de son possible pour revenir avec un résultat positif. L'ASO Chlef qui est à la seconde position souhait enchainner avec une victoire en recevant l'AS Khroub après avoir réussi à tenir en échec la formation du CA Bordj Bou Arreridj lors de la précédente journée. Les Chélifiens ne comptent laisser aucun point à domicile. Le CA Batna, de son côté, donnera la réplique au MC Saïda dans une rencontre qui devrait revenir aux gars des Aurès sauf si les Saïdis en décident autrement. Le CA Bordj Bou Arreridj en perte de vitesse ces derniers jours effectuera un déplacement périlleux en se rendant à Béjaïa, où la JSMB fera

tout ce qui est de son possible pour aligner un autre succès à home. Le MC El Eulma qui revient de loin et qui a repris confiance ces dernières journées reçoit la formation du Paradou et tentera de continuer sur cette belle lancée. Pour les autres rencontres, il faut savoir que les équipes locales partent avec les faveurs du pronostic et ont plus de chance de l'emporter. M.M.

LE PROGRAMME :
Vendredi 30 et samedi 31 octobre 2015 :
CRBAF-OMA
USMBA-OM
CAB-MCS
JSMB-CABBA
ASO-ASK
USC-ABS
PAC-MCEE
JSMS-USMMH

Championnats arabes juniors de cyclisme (course sur route)
Médaille d'or pour Hamza Yacine

LE CYCLISTE algérien, Hamza Yacine (juniors), a remporté au sprint final la médaille d'or de la course sur route, comptant pour les championnats arabes sur route qui se déroulent du 20 au 30 octobre à Sharm el-Cheikh, en Egypte. Hamza Yacine a couru la distance de 108 km dans un temps de 2h54min 16sec, devant le Bahreïni Nasser Djamel El Doussari et l'Emirati Saïd Abdellah Souidane, crédité du même temps. Au classement général par équipes, la sélection algérienne de cyclisme (juniors) a pris la première place, synonyme de la médaille d'or, après avoir placé trois coureurs dans les dix premières places.

La sélection algérienne juniors avait remporté la médaille d'argent du contre-la-montre par équipes grâce au quatuor formé d'Ismail Medjahed, Yacine Hamza, Islem Mansouri et Oussama Mansouri. Une sélection de 15 cyclistes algériens (cadets et juniors) prend part aux championnats arabes de cyclisme-2015. Elle est composée de huit cyclistes juniors, six cadets et une seule fille. Cette compétition connaît la participation de 13 pays arabes: le Maroc, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, le Liban, le Qatar, le Soudan, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, les Emirats arabes unis, l'Irak et la Palestine.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Au sud et à l'ouest du pays

Saisie de six détecteurs de métaux et des quantités de carburant



deux détachements relevant de secteurs opérationnels de Tamanrasset et d'In Guezam (6^e Région militaire) ont saisi, au cours d'une opération de recherche et de fouille, un véhicule tout-terrain, six détecteurs de métaux, un groupe électrogène et un marteau piqueur», relève la même source. Par ailleurs et au niveau de la 2^e Région militaire, «des

LES ÉLÉMENTS de l'Armée nationale populaire (ANP) ont saisi, au cours des dernières 24 heures, six détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de carburant et de médicaments, destinés à la contrebande, au sud et à l'ouest du pays, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée,

éléments des gardes-frontières relevant du secteur opérationnel de Tlemcen ont saisi une quantité de carburant s'élevant à 1 260 litres destinée à la contrebande».

De même, «une tentative de contrebande d'une quantité de médicaments à l'ordre de 766 boîtes a été déjouée près des frontières au niveau du secteur opérationnel d'El Oued 4^e Région militaire», ajoute le communiqué. **Yanis H.**

Birtouta

Arrestation d'une bande de trafiquants de drogue

Une bande de malfaiteurs, composée de trois individus, spécialisée dans le trafic de drogue dans le quartier de Sidi M'hamed a été arrêtée récemment dans la commune de Birtouta (Alger), a indiqué hier un communiqué de la cellule de communication du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale.

Ces malfrats ont été arrêtés au niveau du quartier des 2 160 logements à Sidi M'hamed en possession de 1,5 kg de drogue, après que des informations sont parvenues aux services de la Gendarmerie nationale selon lesquelles un groupe d'individus s'adonnait au trafic de drogue à bord d'un véhicule.

L'exploitation de ces informa-

tions a permis l'identification des individus âgés entre 20 et 40 ans – dont deux étaient des repris de justice – et leur arrestation en possession de 1,5 kg de drogue dissimulée dans le moteur de leur véhicule.

Les agents de la police judiciaire de la Gendarmerie nationale ont récupéré une somme de plus de 600 000 DA représentant les recettes de vente de la drogue.

Le procureur de la République près le tribunal de Boufarik (Blida) a ordonné la mise des trois mis en cause en détention préventive, en attendant leur procès pour «association de malfaiteurs, détention et trafic de drogue».

Hafsa B.

Dialogue stratégique algéro-brésilien

Tenu de la première réunion à Alger

L'ALGÉRIE et le Brésil ont tenu, hier à Alger, leur première réunion de dialogue stratégique sous la co-présidence du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et le ministre brésilien des Relations extérieures, Mauro Lecker Vieira.

Cette première réunion a été consacrée à la mise en place des mécanismes susceptibles d'impulser et d'intensifier le dialogue stratégique algéro-brésilien, a expliqué M. Lamamra lors d'un point de presse animé conjointement avec son homo-

logue brésilien au siège du ministère des Affaires étrangères. Le dialogue stratégique engagé entre l'Algérie et le Brésil est venu traduire la «forte volonté» du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et de l'ancien président brésilien, Inacio Lula Da Silva, d'insuffler un nouvel élan et d'élargir à d'autres domaines les relations algéro-brésiennes, déjà «très excellentes», a rappelé M. Lamamra. Précisant que l'accord du dialogue stratégique algéro-brésilien a été signé en 2012, le ministre d'Etat a affirmé que la cadence de la tenue des



UN PRINCE SAOUDIEN ARRÊTÉ À BEYROUTH AVEC DEUX TONNES DE DROGUE

Tizi Ouzou

Les gendarmes détruisent trois débits de boissons clandestins

Les gendarmes ont effectué trois descentes contre les bars clandestins ces derniers jours dans la wilaya de Tizi Ouzou, a annoncé, hier, dans un communiqué le même corps de sécurité.

Par Hamid M.

Selon les précisions fournies par la même source, la première opération a ciblé un conteneur servant de débit de boissons alcoolisées clandestin au village Ouled Messaoud, dans la commune de Tizi Ghenif (35 km au sud-ouest de Tizi Ouzou) durant la journée du 19 octobre dernier. L'opération s'est soldée par la saisie de 1 860 bouteilles d'alcool de différentes marques, d'une somme d'argent et autres objets utilisés par les propriétaires activement recher-

chés. La seconde descente a été menée à Tadmaït (17 km à l'ouest de Tizi Ouzou) le 21 octobre dernier. Elle a ciblé des bars clandestins ouverts au niveau du marché local de gros de fruits et légumes et de la base Sonatro. Pas moins de 527 bouteilles d'alcool ont été récupérées. Enfin, la troisième opéra-

tion a été lancée avant-hier par les éléments de la gendarmerie au village Tamadhaght, dans la commune de Maatkas (25 km au sud de Tizi Ouzou). Des lieux servant de bars clandestins ont été détruits alors qu'une quantité de boissons alcoolisées et des armes blanches a été saisie.

H.M.

Ouargla

Six morts dans un accident de la circulation

SIX PERSONNES ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu tôt hier sur la RN-56, à 30 km de Ouargla, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident est survenu suite à une collision entre deux véhicules légers, causant la mort sur le coup des passagers des deux véhicules (3 dans chacun), quatre hommes et deux femmes, âgés entre 28 et 75 ans, a-t-on précisé. Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'hôpital Mohamed-Boudiaf à Ouargla, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident, intervenu sur une route à voie dédoublée.

... Et deux morts et trois blessés à Bouira

Deux personnes sont décédées et trois autres ont été blessées hier dans un accident de la route survenu sur le tronçon autoroutier de Lakhdaria (Bouira), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'accident s'est produit vers 9 heures, suite à une collision entre un camion et un véhicule touristique, faisant deux morts, un jeune de 21 ans et une femme, et trois blessés, a précisé à l'APS le chargé de la communication à la Protection civile de Bouira, Rahmani Raouf. «Les deux occupants du véhicule touristique sont morts sur le coup et les trois blessés ont été transférés à l'établissement public hospitalier de Lakhdaria», a indiqué le même responsable. **Samiha Y.**

APS